Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 48 del 28 febbraio 2005 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — **Roma - Lunedì, 28 febbraio 2005** — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

AVVISO AGLI ABBONATI

Si rammenta che la campagna per il rinnovo degli abbonamenti 2005 è terminata il 31 gennaio e che la sospensione degli invii agli abbonati, che entro tale data non hanno corrisposto i relativi canoni, avrà effetto nelle prossime settimane.

N. 25/L

LEGGE 10 febbraio 2005, n. **19.**

Adesione della Repubblica italiana alla Convenzione concernente la reciproca assistenza amministrativa in materia fiscale tra gli Stati membri del Consiglio d'Europa ed i Paesi membri dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico-OCSE, con Allegati, fatta a Strasburgo il 25 gennaio 1988, e sua esecuzione.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 10 febbraio 2005, n. **19.**

Adesione della Repubblica italiana alla Convenzione concernente la reciproca assistenza amministrativa in materia fiscale tra gli Stati membri del Consiglio d'Europa ed i Paesi membri dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico-OCSE, con Allegati, fatta a Strasburgo il 25 gennaio 1988, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione concernente la reciproca assistenza amministrativa in materia fiscale tra gli Stati membri del Consiglio d'Europa ed i Paesi membri dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico-OCSE, con Allegati, fatta a Strasburgo il 25 gennaio 1988, e sua esecuzione.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 28, paragrafo 3, della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

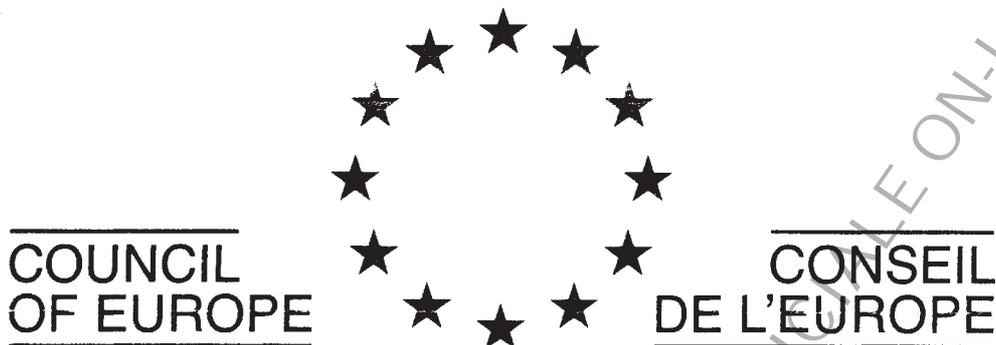
La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 febbraio 2005

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
FINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

ALLEGATO

N° 127

CONVENTION
ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE
IN TAX MATTERS

CONVENTION
CONCERNANT L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE
EN MATIÈRE FISCALE

STRASBOURG, PARIS, 25.I.1988

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

European Treaty Series
No. 127

Série des Traités européens
N° 127

CONVENTION ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE IN TAX MATTERS

CONVENTION CONCERNANT L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIÈRE FISCALE

Strasbourg, Council of Europe, Publications and Documents Division
ISBN 92-871-1571-0

Printed in France
I 22 522

Edition May 1988

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les pays Membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), signataires de la présente Convention,

Considérant que le développement des mouvements internationaux de personnes, de capitaux, de biens et de services — par ailleurs largement bénéfique — a accru les possibilités d'évasion et de fraude fiscales, ce qui nécessite une coopération croissante entre les autorités fiscales ;

Prenant note avec satisfaction de tous les efforts déployés au cours des dernières années sur le plan international, que ce soit à titre bilatéral ou multilatéral, pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales ;

Considérant qu'une coordination des efforts est nécessaire entre les Etats pour encourager toutes les formes d'assistance administrative en matière fiscale, pour les impôts de toute nature, tout en assurant une protection appropriée des droits des contribuables ;

Reconnaissant que la coopération internationale peut jouer un rôle important en facilitant une évaluation correcte des obligations fiscales et en aidant le contribuable à faire respecter ses droits ;

Considérant que les principes fondamentaux en vertu desquels toute personne peut, dans la détermination de ses droits et obligations, prétendre à une procédure régulière doivent être reconnus dans tous les Etats comme s'appliquant en matière fiscale et que les Etats devraient s'efforcer de protéger les intérêts légitimes du contribuable, en lui accordant notamment une protection appropriée contre la discrimination et la double imposition ;

Convaincus dès lors que les Etats ne doivent pas prendre des mesures ni fournir des renseignements d'une manière qui ne soit pas conforme à leur droit et à leur pratique et doivent tenir compte du caractère confidentiel des renseignements, ainsi que des instruments internationaux relatifs à la protection de la vie privée et au flux de données de caractère personnel ;

Désireux de conclure une Convention d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1

Objet de la Convention et personnes visées

1. Les Parties s'accordent mutuellement, sous réserve des dispositions du Chapitre IV, une assistance administrative en matière fiscale. Cette assistance couvre, le cas échéant, des actes accomplis par des organes juridictionnels.

2. Cette assistance administrative comprend :

a. l'échange de renseignements, y compris les contrôles fiscaux simultanés et la participation à des contrôles fiscaux menés à l'étranger ;

b. le recouvrement des créances fiscales y compris les mesures conservatoires ; et

c. la notification de documents.

3. Une Partie accordera son assistance administrative, que la personne affectée soit un résident ou un ressortissant d'une Partie ou de tout autre Etat.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique :

a. aux impôts suivants :

i. impôts sur le revenu ou les bénéfices,

ii. impôts sur les gains en capital qui sont perçus séparément de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices,

iii. impôts sur l'actif net,

qui sont perçus pour le compte d'une Partie ; et

b. aux impôts suivants :

i. impôts sur le revenu, les bénéfices ou les gains en capital ou l'actif net qui sont perçus pour le compte des subdivisions politiques ou des collectivités locales d'une Partie,

ii. cotisations de sécurité sociale obligatoires dues aux administrations publiques ou aux organismes de sécurité sociale de droit public, et

iii. impôts d'autres catégories, à l'exception des droits de douane, perçus pour le compte d'une Partie, à savoir :

A. impôts sur les successions ou les donations,
B. impôts sur la propriété immobilière,
C. impôts généraux sur les biens et services, tels que taxes sur la valeur ajoutée ou impôts sur les ventes,
D. impôts sur des biens et services déterminés, tels que droits d'accises,
E. impôts sur l'utilisation ou la propriété des véhicules à moteur,
F. impôts sur l'utilisation ou la propriété de biens mobiliers autres que les véhicules à moteur,
G. tout autre impôt ;

iv. impôts des catégories visées à l'alinéa iii ci-dessus, qui sont perçus pour le compte des subdivisions politiques ou des collectivités locales d'une Partie.

2. Les impôts existants auxquels s'applique la présente Convention sont énumérés à l'Annexe A selon les catégories mentionnées au paragraphe 1.

3. Les Parties communiquent au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ou au Secrétaire Général de l'OCDE (ci-après dénommés « Dépositaires ») toute modification devant être apportée à l'Annexe A et résultant d'une modification de la liste mentionnée au paragraphe 2. Ladite modification prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Dépositaire.

4. La présente Convention s'applique aussi, dès leur introduction, aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis dans une Partie après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et qui s'ajouteraient aux impôts existants énumérés à l'Annexe A, ou qui les remplaceraient. Dans ce cas, la Partie intéressée informera l'un des Dépositaires de l'introduction de ces impôts.

CHAPITRE II

DÉFINITIONS GÉNÉRALES

Article 3

Définitions

1. Aux fins de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a. les expressions « Etat requérant » et « Etat requis » désignent respectivement toute Partie qui demande assistance administrative en matière fiscale et toute Partie à laquelle cette assistance est demandée ;

b. le terme «impôt» désigne tout impôt ou cotisation de sécurité sociale, visé par la présente Convention conformément à l'Article 2;

c. l'expression «créance fiscale» désigne tout montant d'impôt ainsi que les intérêts, les amendes administratives et les frais de recouvrement y afférents, qui sont dus et non encore acquittés;

d. l'expression «autorité compétente» désigne les personnes et autorités énumérées à l'Annexe B;

e. le terme «ressortissants», à l'égard d'une Partie, désigne:

i. toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité de cette Partie, et

ii. toutes les personnes morales, sociétés de personnes, associations et autres entités constituées conformément à la législation en vigueur dans cette Partie.

Pour toute Partie qui fait une déclaration à cette fin, les termes utilisés ci-dessus devront être entendus au sens des définitions contenues dans l'Annexe C.

2. Pour l'application de la Convention par une Partie, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cette Partie concernant les impôts visés par la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

3. Les Parties communiquent à l'un des Dépositaires toute modification devant être apportée aux Annexes B et C. Ladite modification prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Dépositaire.

CHAPITRE III

FORMES D'ASSISTANCE

Section I

Echange de renseignements

Article 4

Disposition générale

1. Les Parties échangent, notamment comme il est prévu dans la présente Section, les renseignements qui paraîtront pertinents pour:

a. procéder à l'établissement et à la perception des impôts, au recouvrement des créances fiscales ou aux mesures d'exécution y relatives, et

b. exercer des poursuites devant une autorité administrative ou engager des poursuites pénales devant un organe juridictionnel.

Les renseignements qui, selon toute vraisemblance, seraient dénués de pertinence au regard des objectifs ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'échange en application de la présente Convention.

2. Une Partie ne peut utiliser les renseignements ainsi obtenus comme moyen de preuve devant une juridiction pénale sans avoir obtenu l'autorisation préalable de la Partie qui les lui a fournis. Toutefois, deux ou plusieurs Parties peuvent, d'un commun accord, renoncer à la condition de l'autorisation préalable.

3. Une Partie peut, par une déclaration adressée à l'un des Dépositaires, indiquer que, conformément à sa législation interne, ses autorités peuvent informer son résident ou ressortissant avant de fournir des renseignements le concernant en application des Articles 5 et 7.

Article 5

Echange de renseignements sur demande

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis lui fournit tout renseignement visé à l'Article 4 concernant une personne ou une transaction déterminée.

2. Si les renseignements disponibles dans les dossiers fiscaux de l'Etat requis ne lui permettent pas de donner suite à la demande de renseignements, il doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de fournir à l'Etat requérant les renseignements demandés.

Article 6

Echange automatique de renseignements

Pour des catégories de cas et selon les procédures qu'elles déterminent d'un commun accord, deux ou plusieurs Parties échangent automatiquement les renseignements visés à l'Article 4.

Article 7

Echange spontané de renseignements

1. Une Partie communique, sans demande préalable, à une autre Partie les informations dont elle a connaissance dans les situations suivantes :

a. la première Partie a des raisons de présumer qu'il existe une réduction ou une exonération anormales d'impôt dans l'autre Partie ;

b. un contribuable obtient, dans la première Partie, une réduction ou une exonération d'impôt qui devrait entraîner pour lui une augmentation d'impôt ou un assujettissement à l'impôt dans l'autre Partie ;

c. des affaires entre un contribuable d'une Partie et un contribuable d'une autre Partie sont traitées par le biais d'un ou plusieurs autres pays, de manière telle qu'il peut en résulter une diminution d'impôt dans l'une ou l'autre ou dans les deux ;

d. une Partie a des raisons de présumer qu'il existe une diminution d'impôt résultant de transferts fictifs de bénéfices à l'intérieur de groupes d'entreprises ;

e. à la suite d'informations communiquées à une Partie par une autre Partie, la première Partie a pu recueillir des informations qui peuvent être utiles à l'établissement de l'impôt dans l'autre Partie.

2. Chaque Partie prend les mesures et met en œuvre les procédures nécessaires pour que les renseignements visés au paragraphe 1 lui parviennent en vue de leur transmission à une autre Partie.

Article 8

Contrôles fiscaux simultanés

1. A la demande de l'une d'entre elles, deux ou plusieurs Parties se consultent pour déterminer les cas devant faire l'objet d'un contrôle fiscal simultané et les procédures à suivre. Chaque Partie décide si elle souhaite ou non participer, dans un cas déterminé, à un contrôle fiscal simultané.

2. Aux fins de la présente Convention, on entend par contrôle fiscal simultané un contrôle entrepris en vertu d'un accord par lequel deux ou plusieurs Parties conviennent de vérifier simultanément, chacune sur son territoire, la situation fiscale d'une ou de plusieurs personnes qui présente pour elles un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les renseignements ainsi obtenus.

Article 9

Contrôles fiscaux à l'étranger

1. A la demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant l'autorité compétente de l'Etat requis peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de l'Etat requérant à assister à la partie appropriée d'un contrôle fiscal dans l'Etat requis.

2. Si la demande est acceptée, l'autorité compétente de l'Etat requis fait connaître aussitôt que possible à l'autorité compétente de l'Etat requérant la date et le lieu du contrôle, l'autorité ou le fonctionnaire chargé de ce contrôle, ainsi que les procédures et conditions exigées par l'Etat requis pour la conduite du contrôle. Toute décision relative à la conduite du contrôle fiscal est prise par l'Etat requis.

3. Une Partie peut informer l'un des Dépositaires de son intention de ne pas accepter, de façon générale, les demandes visées au paragraphe 1. Cette déclaration peut être faite ou retirée à tout moment.

Article 10

Renseignements contradictoires

Si une Partie reçoit d'une autre Partie des renseignements sur la situation fiscale d'une personne qui lui paraissent en contradiction avec ceux dont elle dispose, elle en avise la Partie qui a fourni les renseignements.

Section II

Assistance en vue du recouvrement

Article 11

Recouvrement des créances fiscales

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis procède, sous réserve des dispositions des Articles 14 et 15, au recouvrement des créances fiscales du premier Etat comme s'il s'agissait de ses propres créances fiscales.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent qu'aux créances fiscales qui font l'objet d'un titre permettant d'en poursuivre le recouvrement dans l'Etat requérant et qui, à moins que les Parties concernées n'en soient convenus autrement, ne sont pas contestées.

Toutefois, si la créance concerne une personne qui n'a pas la qualité de résident dans l'Etat requérant, le paragraphe 1 s'applique seulement lorsque la créance ne peut plus être contestée, à moins que les Parties concernées n'en soient convenus autrement.

3. L'obligation d'accorder une assistance en vue du recouvrement des créances fiscales concernant une personne décédée ou sa succession est limitée à la valeur de la succession ou des biens reçus par chacun des bénéficiaires de la succession selon que la créance est à recouvrer sur la succession ou auprès des bénéficiaires de celle-ci.

Article 12

Mesures conservatoires

A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis prend des mesures conservatoires en vue du recouvrement d'un montant d'impôt, même si la créance est contestée ou si le titre exécutoire n'a pas encore été émis.

Article 13

Documents accompagnant la demande

1. La demande d'assistance administrative, présentée en vertu de la présente Section, est accompagnée :

a. d'une attestation précisant que la créance fiscale concerne un impôt visé par la présente Convention et, en ce qui concerne le recouvrement, que, sous réserve de l'Article 11, paragraphe 2, elle n'est pas ou ne peut être contestée,

b. d'une copie officielle du titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant, et

c. de tout autre document exigé pour le recouvrement ou pour prendre les mesures conservatoires.

2. Le titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant est, s'il y a lieu et conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat requis, admis, homologué, complété ou remplacé dans les plus brefs délais suivant la date de réception de la demande d'assistance par un titre permettant l'exécution dans l'Etat requis.

Article 14

Délais

1. Les questions concernant le délai au-delà duquel la créance fiscale ne peut être exigée sont régies par la législation de l'Etat requérant. La demande d'assistance contient des renseignements sur ce délai.

2. Les actes de recouvrement accomplis par l'Etat requis à la suite d'une demande d'assistance et qui, suivant la législation de cet Etat, auraient pour effet de suspendre ou d'interrompre le délai mentionné au paragraphe 1 ont le même effet au regard de la législation de l'Etat requérant. L'Etat requis informe l'Etat requérant des actes ainsi accomplis.

3. En tout état de cause, l'Etat requis n'est pas tenu de donner suite à une demande d'assistance qui est présentée après une période de 15 ans à partir de la date du titre exécutoire initial.

Article 15

Privilèges

La créance fiscale pour le recouvrement de laquelle une assistance est accordée ne jouit dans l'Etat requis d'aucun des privilèges spécialement attachés aux créances fiscales de cet Etat même si la procédure de recouvrement utilisée est celle qui s'applique à ses propres créances fiscales.

Article 16

Délais de paiement

Si sa législation ou sa pratique administrative le permet dans des circonstances analogues, l'Etat requis peut consentir un délai de paiement ou un paiement échelonné, mais il en informe au préalable l'Etat requérant.

Section III

Notification de documents

Article 17

Notification de documents

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis notifie au destinataire les documents, y compris ceux ayant trait à des décisions judiciaires, qui émanent de l'Etat requérant et concernent un impôt visé par la présente Convention.

2. L'Etat requis procède à la notification :

a. selon les formes prescrites par sa législation interne pour la notification de documents de nature identique ou analogue ;

b. dans la mesure du possible, selon la forme particulière demandée par l'Etat requérant, ou la forme la plus approchante prévue par sa législation interne.

3. Une Partie peut faire procéder directement par voie postale à la notification d'un document à une personne se trouvant sur le territoire d'une autre Partie.

4. Aucune disposition de la Convention ne peut avoir pour effet d'entacher de nullité une notification de documents effectuée par une Partie conformément à sa législation.

5. Lorsqu'un document est notifié conformément au présent Article, sa traduction n'est pas exigée. Toutefois, lorsqu'il lui paraît établi que le destinataire ne connaît pas la langue dans laquelle le document est libellé, l'Etat requis en fait effectuer une traduction ou établir un résumé dans sa langue officielle ou l'une de ses langues officielles. Il peut également demander à l'Etat requérant que le document soit traduit ou accompagné d'un résumé dans l'une des langues officielles de l'Etat requis, du Conseil de l'Europe ou de l'OCDE.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERSES FORMES D'ASSISTANCE

Article 18

Renseignements à fournir par l'Etat requérant

1. La demande d'assistance précise, en tant que de besoin:

a. l'autorité ou le service qui est à l'origine de la demande présentée par l'autorité compétente;

b. le nom, l'adresse et tous autres détails permettant d'identifier la personne au sujet de laquelle la demande est présentée;

c. dans le cas d'une demande de renseignements, la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir le renseignement pour répondre à ses besoins;

d. dans le cas d'une demande d'assistance en vue d'un recouvrement ou de mesures conservatoires, la nature de la créance fiscale, les éléments constitutifs de cette créance et les biens sur lesquels elle peut être recouvrée;

e. dans le cas d'une demande de notification, la nature et l'objet du document à notifier;

f. si la demande est conforme à la législation et à la pratique administrative de l'Etat requérant et si elle est justifiée au regard de l'Article 19.

2. L'Etat requérant communique à l'Etat requis, dès qu'il en a connaissance, tous autres renseignements relatifs à la demande d'assistance.

Article 19

Possibilité de décliner une demande

L'Etat requis n'est pas tenu de donner suite à une demande si l'Etat requérant n'a pas épuisé tous les moyens dont il dispose sur son propre territoire, à moins que leur usage ne donne lieu à des difficultés disproportionnées.

Article 20

Suite réservée à la demande d'assistance

1. S'il est donné suite à la demande d'assistance, l'Etat requis informe l'Etat requérant, dans les plus brefs délais, des mesures prises ainsi que du résultat de son assistance.

2. Si la demande est rejetée, l'Etat requis en informe l'Etat requérant dans les plus brefs délais, en lui indiquant les motifs du rejet.

3. Si, dans le cas d'une demande de renseignement, l'Etat requérant a précisé la forme sous laquelle il souhaite recevoir le renseignement et l'Etat requis est en mesure de le faire, ce dernier fournira le renseignement dans la forme souhaitée.

Article 21

Protection des personnes et limites de l'obligation d'assistance

1. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme limitant les droits et garanties accordés aux personnes par la législation ou la pratique administrative de l'Etat requis.

2. Sauf en ce qui concerne l'Article 14, les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme imposant à l'Etat requis l'obligation:

a. de prendre des mesures qui dérogent à sa législation ou à sa pratique administrative, ou à la législation ou à la pratique administrative de l'Etat requérant;

b. de prendre des mesures qu'il estime contraires à l'ordre public ou à ses intérêts essentiels;

c. de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou de sa pratique administrative, ou de la législation ou de la pratique administrative de l'Etat requérant;

d. de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial, ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public ou à ses intérêts essentiels;

e. d'accorder une assistance si et dans la mesure où il estime que l'imposition de l'Etat requérant est contraire aux principes d'imposition généralement admis ou aux dispositions d'une convention en vue d'éviter la double imposition ou de toute autre convention qu'il a conclue avec l'Etat requérant;

f. d'accorder une assistance si l'application de la présente Convention devait aboutir à une discrimination entre un ressortissant de l'Etat requis et les ressortissants de l'Etat requérant qui se trouvent dans la même situation.

Article 22

Secret

1. Les renseignements obtenus par une Partie en application de la présente Convention sont tenus secrets dans les mêmes conditions que celles prévues pour les renseignements obtenus en application de la législation de cette Partie ou dans les conditions relatives au secret prévues dans la Partie qui les a fournis, lorsque ces dernières conditions sont plus contraignantes.

2. Ces renseignements ne sont communiqués en tout cas qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et les organes administratifs ou de surveillance) concernées par l'établissement, la perception ou le recouvrement des impôts de cette Partie, par les procédures ou les poursuites pénales concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours se rapportant à ces impôts. Seules lesdites personnes et autorités peuvent utiliser ces renseignements et uniquement aux fins indiquées ci-dessus. Elles peuvent, nonobstant les dispositions du paragraphe 1, en faire état au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements concernant lesdits impôts,sous réserve de l'autorisation préalable de l'autorité compétente de la Partie qui a fourni les renseignements; toutefois, deux ou plusieurs Parties peuvent, d'un commun accord, renoncer à la condition de l'autorisation préalable.

3. Lorsqu'une Partie a formulé une réserve prévue à l'Article 30, paragraphe 1, alinéa (a), toute autre Partie qui obtient des renseignements de la première Partie ne peut pas les utiliser pour un impôt inclus dans une catégorie qui a fait l'objet de la réserve. De même, la Partie ayant formulé la réserve ne peut pas utiliser, pour un impôt inclus dans la catégorie qui fait l'objet de la réserve, les renseignements obtenus en vertu de la présente Convention.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3, les renseignements obtenus par une Partie peuvent être utilisés à d'autres fins lorsque l'utilisation de tels renseignements à de telles fins est possible selon la législation de la Partie qui fournit les renseignements et que l'autorité compétente de cette Partie consent à une telle utilisation. Les renseignements fournis par une Partie à une autre Partie peuvent être transmis par celle-ci à une troisième Partie, sous réserve de l'autorisation préalable de l'autorité compétente de la première Partie.

Article 23

Procédures

1. Les actions se rapportant aux mesures prises en vertu de la présente Convention par l'Etat requis sont intentées exclusivement devant l'instance appropriée dudit Etat.

2. Les actions se rapportant aux mesures prises par l'Etat requérant en vertu de la présente Convention, en particulier celles qui, en matière de recouvrement, concernent l'existence ou le montant de la créance fiscale ou le titre qui permet d'en poursuivre l'exécution, sont intentées exclusivement devant l'instance appropriée de ce même Etat. Si une telle action est exercée, l'Etat requérant en informe immédiatement l'Etat requis et celui-ci suspend la procédure en attendant la décision de l'instance saisie.

Toutefois, si l'Etat requérant le lui demande, il prend des mesures conservatoires en vue du recouvrement. L'Etat requis peut aussi être informé d'une telle action par toute personne intéressée ; dès réception de cette information, il consultera, s'il y a lieu, l'Etat requérant à ce sujet.

3. Dès qu'il a été définitivement statué sur l'action intentée, l'Etat requis ou, selon le cas, l'Etat requérant notifie à l'autre Etat la décision prise et ses effets sur la demande d'assistance.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 24

Mise en œuvre de la Convention

1. Les Parties communiquent entre elles pour la mise en œuvre de la présente Convention par l'intermédiaire de leurs autorités compétentes respectives ; celles-ci peuvent communiquer directement entre elles à cet effet et peuvent autoriser des autorités qui leur sont subordonnées à agir en leur nom. Les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties peuvent fixer d'un commun accord les modalités d'application de la Convention en ce qui les concerne.

2. Lorsque l'Etat requis estime que l'application de la présente Convention dans un cas particulier pourrait avoir des conséquences indésirables graves, les autorités compétentes de l'Etat requis et de l'Etat requérant se concertent et s'efforcent de résoudre la situation par voie d'accord mutuel.

3. Un organe de coordination composé de représentants des autorités compétentes des Parties suit, sous l'égide de l'OCDE, la mise en œuvre de la Convention et ses développements. A cet effet, il recommande toute mesure susceptible de contribuer à la réalisation des objectifs généraux de la Convention. En particulier, il constitue un forum pour l'étude de méthodes et procédures nouvelles tendant à accroître la coopération internationale en matière fiscale et, s'il y a lieu, il recommande de réviser la Convention ou d'y apporter des amendements. Les Etats qui ont signé mais n'ont pas encore ratifié, accepté ou approuvé la Convention pourront se faire représenter aux réunions de l'organe de coordination à titre d'observateur.

4. Toute Partie peut inviter l'organe de coordination à émettre un avis quant à l'interprétation des dispositions de la Convention.

5. Si des difficultés ou des doutes surgissent entre deux ou plusieurs Parties quant à la mise en œuvre ou à l'interprétation de la Convention, les autorités compétentes desdites Parties s'efforcent de résoudre la question par voie d'accord amiable. La décision est communiquée à l'organe de coordination.

6. Le Secrétaire Général de l'OCDE fait part aux Parties ainsi qu'aux Etats signataires de la Convention qui ne l'ont pas encore ratifiée, acceptée ou approuvée des avis émis par l'organe de coordination conformément aux dispositions du paragraphe 4 ci-dessus et des accords amiables obtenus en vertu du paragraphe 5 ci-dessus.

Article 25

Langues

Les demandes d'assistance ainsi que les réponses sont rédigées dans l'une des langues officielles de l'OCDE ou du Conseil de l'Europe ou dans toute autre langue que les Parties concernées conviennent bilatéralement d'employer.

Article 26

Frais

Sauf si les Parties concernées en conviennent autrement par voie bilatérale :

a. les frais ordinaires engagés pour fournir l'assistance sont à la charge de l'Etat requis ;

b. les frais extraordinaires engagés pour fournir l'assistance sont à la charge de l'Etat requérant.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 27

Autres accords et arrangements internationaux

1. Les possibilités d'assistance prévues par la présente Convention ne limiteront pas ni ne seront limitées par celles découlant de tous accords internationaux et autres arrangements qui existent ou pourront exister entre les Parties concernées ou de tous autres instruments qui se rapportent à la coopération en matière fiscale.

2. Par dérogation aux dispositions de la présente Convention, les Parties, membres de la Communauté Economique Européenne, appliquent, dans leurs relations mutuelles, les règles communes en vigueur dans cette Communauté.

Article 28

Signature et entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des pays Membres de l'OCDE. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près de l'un des Dépositaires.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. Pour tout Etat membre du Conseil de l'Europe ou pays Membre de l'OCDE qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 29

Application territoriale de la Convention

1. Au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, chaque Etat peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée à l'un des Dépositaires, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Dépositaire.

3. Toute déclaration faite en vertu de l'un des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée à l'un des Dépositaires. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Dépositaire.

Article 30

Réserves

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, déclarer qu'il se réserve le droit :

a. de n'accorder aucune forme d'assistance pour les impôts des autres Parties entrant dans l'une quelconque des catégories énumérées à l'Article 2, paragraphe 1, alinéa (b) à condition que ladite Partie n'ait inclus dans l'Annexe A de la Convention aucun de ses propres impôts entrant dans cette catégorie ;

b. de ne pas accorder d'assistance en matière de recouvrement de créances fiscales quelconques, ou de recouvrement d'amendes administratives soit pour tous les impôts soit seulement pour les impôts d'une ou plusieurs des catégories énumérées à l'Article 2, paragraphe 1.

c. de ne pas accorder d'assistance en rapport avec des créances fiscales qui existent déjà à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat ou, si une réserve a, au préalable, été faite en vertu de l'alinéa (a) ou (b) ci- dessus, à la date du retrait d'une telle réserve au sujet des impôts de la catégorie en question ;

d. de ne pas accorder d'assistance en matière de notification de documents soit pour tous les impôts soit seulement pour les impôts d'une ou plusieurs des catégories énumérées à l'Article 2, paragraphe 1 ;

e. de ne pas accepter les notifications par voie postale prévues à l'Article 17, paragraphe 3.

2. Aucune autre réserve n'est admise.

3. Toute Partie peut, après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, formuler une ou plusieurs réserves visées au paragraphe 1 dont elle n'avait pas fait usage lors de la ratification, acceptation ou approbation. De telles réserves entreront en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la réserve par l'un des Dépositaires.

4. Toute Partie qui a formulé une réserve en vertu des paragraphes 1 et 3 peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification à l'un des Dépositaires. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Dépositaire.

5. La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie ; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 31

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification à l'un des Dépositaires.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Dépositaire.

3. La Partie qui dénonce la présente Convention reste liée par l'Article 22 tant qu'elle conserve en sa possession des informations, documents ou autres renseignements obtenus en application de la Convention.

Article 32

Dépositaires et leurs fonctions

1. Le Dépositaire auprès duquel un acte, notification ou communication sera accompli notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe et aux pays Membres de l'OCDE :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux dispositions des Articles 28 et 29 ;

d. toute déclaration formulée en application des dispositions de l'Article 4, paragraphe 3 ou de l'Article 9, paragraphe 3 et le retrait desdites déclarations ;

e. toute réserve formulée en application des dispositions de l'Article 30 et le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions de l'Article 30, paragraphe 4 ;

f. toute notification reçue en application des dispositions de l'Article 2, paragraphes 3 ou 4, l'Article 3, paragraphe 3, de l'Article 29 ou de l'Article 31, paragraphe 1 ;

g. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

2. Le Dépositaire qui reçoit une communication ou qui effectue une notification conformément au paragraphe 1 en informera immédiatement l'autre Dépositaire.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, the 25th day of January 1988, in English and French, both texts being equally authentic, in two copies of which one shall be deposited in the archives of the Council of Europe and the other in the archives of OECD. The Secretaries General of the Council of Europe and of OECD shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe and Member country of OECD.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 25 janvier 1988, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en deux exemplaires dont l'un sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe et l'autre dans les archives de l'OCDE. Les Secrétaires Généraux du Conseil de l'Europe et de l'OCDE en communiqueront copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et des pays Membres de l'OCDE.

D'ORDINE DEL MINISTRO

Cons. di Stato Paolo Maria Napolitano

Traduzione non ufficiale

CONVENZIONE CONCERNENTE LA RECIPROCA ASSISTENZA AMMINISTRATIVA IN MATERIA FISCALE

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa ed i Paesi membri dell'Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico (OCSE), firmatari della presente Convenzione,

Considerando che lo sviluppo di movimenti internazionali di persone, di capitali, di beni e di servizi - di per sé positivo - ha aumentato le possibilità di evasione e di frode fiscale necessitando in tal modo una crescente cooperazione fra le autorità fiscali;

Prendendo atto con soddisfazione di tutti gli sforzi effettuati nel corso degli ultimi anni a livello sia bilaterale che multilaterale, per lottare contro l'evasione e le frodi fiscali;

Considerando che occorre un coordinamento degli sforzi fra gli Stati per incoraggiare tutte le forme di assistenza amministrativa in materia fiscale, per le tasse di qualsivoglia natura, garantendo al contempo un'adeguata protezione dei diritti dei contribuenti;

Riconoscendo che la cooperazione internazionale può svolgere un ruolo importante, facilitando una corretta valutazione degli obblighi fiscali ed aiutando il contribuente a far rispettare i suoi diritti;

Considerando che i principi fondamentali in virtù dei quali ogni persona può esigere, per la determinazione dei suoi diritti ed obblighi, una procedura regolare, devono essere riconosciuti in tutti gli Stati come applicabili in materia fiscale e che gli Stati dovrebbero sforzarsi di proteggere i legittimi interessi del contribuente, fornendogli in modo particolare un'adeguata protezione contro la discriminazione e la doppia imposizione;

Convinti pertanto che gli Stati non devono prendere provvedimenti né fornire informazioni in modo non conforme al loro diritto ed alla loro prassi, e che devono tenere conto del carattere riservato di tali informazioni, nonché degli strumenti internazionali relativi alla protezione della vita privata ed al flusso di dati a carattere personale;

Desiderosi di concludere una Convenzione di reciproca assistenza amministrativa in materia fiscale,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I
PORTATA DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

Articolo 1
Oggetto della Convenzione e persone interessate

1. Le Parti si concedono reciprocamente, fatte salve le norme del Capitolo IV, un'assistenza amministrativa in materia fiscale. Tale assistenza include, se del caso, gli atti compiuti da organi giurisdizionali.

2. Tale assistenza amministrativa include:

a. lo scambio di informazioni, compresi controlli fiscali contestuali e la partecipazione a controlli fiscali svolti all'estero:

b. il recupero di crediti d'imposta, comprese le misure conservatorie e

c. la notifica di documenti.

3. Una Parte fornirà assistenza amministrativa, a prescindere se la persona in oggetto è residente o cittadina di una Parte o di ogni altro Stato.

Articolo 2
Tasse in oggetto

1. La presente Convenzione si applica :

a. alle seguenti imposte:

i. imposte sul reddito o sugli utili

ii. imposte sui guadagni di capitale, riscosse separatamente dall'imposta sul reddito o sui guadagni.

iii. imposte sull'attivo netto, riscosse per conto di una Parte; e

b. alle seguenti imposte:

i. imposte sul reddito, sui proventi o guadagni di capitale o sull'attivo netto, riscosse per conto delle suddivisioni politiche o delle collettività locali di una Parte,

ii. contributi previdenziali obbligatori dovuti alle amministrazioni pubbliche o agli organismi di previdenza sociale di diritto pubblico, e

iii. imposte di altre categorie, ad eccezione dei diritti doganali, riscosse per conto di una Parte, i.e.:

A. tasse di successione o di donazione,
B. tasse sulla proprietà immobiliare,
C. tasse generali su beni e servizi, quali le tasse sul valore aggiunto o le tasse sulle vendite,
D. tasse su determinati beni e servizi, come le imposte sui consumi,
E. tasse sull'uso o la proprietà di veicoli a motore
F. tasse sull'uso o la proprietà di beni mobili diversi dai veicoli a motore,

G. Ogni altra tassa.

iv. tasse rientranti nelle categorie di cui al capoverso iii precedente, riscosse per conto di suddivisioni politiche o collettività locali di una Parte.

2. Le tasse esistenti cui si applica la presente Convenzione sono enumerate all'Annesso A secondo le categorie di cui al paragrafo 1.

3. Le Parti comunicano al Segretario Generale del Consiglio d'Europa o al Segretario Generale dell'OCSE (di seguito denominato Depositari) qualsiasi modifica da apportare all'Annesso A, risultante da una modifica della lista di cui al paragrafo 2. Tale modifica avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricevimento della notifica ad opera del Depositario.

4. La presente Convenzione si applica inoltre, dal momento della loro introduzione, alle tasse di natura identica o analoga stabilite in una Parte dopo l'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti, in aggiunta alle tasse esistenti enumerate all'Annesso A o in

loro sostituzione. In questo caso la Parte interessata informerà uno dei Depositari circa l'introduzione di tali tasse.

CAPITOLO II

DEFINIZIONI GENERALI

Articolo 3

Definizioni

1. Ai fini della presente Convenzione e salvo se il contesto esige una diversa interpretazione:

   a. le espressioni <<Stato richiedente>> e <<Stato richiesto >> indicano rispettivamente qualsiasi Parte che chiede assistenza amministrativa in materia fiscale e qualsiasi Parte cui questa assistenza viene richiesta;

   b. il termine <<imposta>> indica qualsiasi imposta o contributo di previdenza sociale, indicato dalla presente Convenzione in conformità all'articolo 2;

   c. l'espressione <<credito fiscale >> indica qualsiasi ammontare d'imposta, nonché gli interessi, le sanzioni amministrative e le spese di recupero inerenti, dovute e tuttora non pagate.

   d. L'espressione <<autorità competente>> indica le persone e autorità enumerate all'Annesso B;

   e. Il termine << cittadini>> nei confronti di una Parte, indica:

      i. tutte le persone fisiche in possesso della nazionalità di detta Parte,

      ii. tutte le persone giuridiche, società di persone, associazioni ed altri enti istituiti in conformità alla legislazione in vigore in detta Parte.

Per ogni Parte che formula una dichiarazione a tal fine, i termini di cui sopra sono da intendersi ai sensi delle definizioni contenute all'Annesso C.

2. Per quanto riguarda l'applicazione della Convenzione ad opera di una Parte, ogni espressione che non vi è definita, ha l'accezione attribuitale dal diritto di detta Parte concernente le imposte indicate dalla Convenzione, salvo se il contesto esige una diversa interpretazione.

3. Le Parti comunicano ad uno dei Depositari ogni modifica da apportare agli Annessi B e C. La modifica avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Depositario.

CAPITOLO III

FORME DI ASSISTENZA

Sezione I

Scambio d'informazioni

Articolo 4

Norma generale

1. Le Parti si scambiano in particolare, come previsto nella presente Sezione, le informazioni che sembreranno pertinenti per:

a. procedere alla determinazione ed alla riscossione delle imposte, al ricupero dei crediti fiscali o alle relative misure di esecuzione, e

b. intentare cause dinanzi ad un'autorità amministrativa o procedimenti penali dinanzi ad un organo giurisdizionale.

Le informazioni che risultano manifestamente non pertinenti riguardo agli obiettivi di cui sopra, non possono essere oggetto di scambi in applicazione della presente Convenzione .

2. Una Parte non può utilizzare le informazioni in tal modo ottenute, come mezzo di prova dinanzi ad una giurisdizione penale, se non ha ottenuto l'autorizzazione preliminare della Parte che le ha fornite. Tuttavía, due o più Parti possono di comune accordo rinunciare alla condizione dell'autorizzazione preliminare.

3. Una Parte può , mediante una dichiarazione indirizzata ad uno dei Depositari, indicare che, conformemente alla sua legislazione interna, le sue autorità possono informare il suo residente o cittadino prima di fornire informazioni che lo riguardano , in applicazione degli Articoli 5 e 7.

Articolo 5

Scambio d'informazioni su richiesta

1. Su richiesta dello Stato richiedente, lo Stato richiesto fornisce ogni informazione di cui all'Articolo 4 relativa ad una determinata persona o transazione.

2. Se le informazioni disponibili nelle cartelle fiscali dello Stato richiesto non consentono di dar seguito alla richiesta d'informazioni, detto Stato deve prendere tutti i provvedimenti necessari al fine di fornire allo Stato richiedente le informazioni richieste.

Articolo 6

Scambio automatico d'informazioni

Per talune categorie di casi e secondo procedure che determinano di comune accordo, due o più Parti si scambiano automaticamente le informazioni di cui all'Articolo 4.

Articolo 7

Scambio spontaneo di informazioni

1. Una Parte comunica, senza richiesta preliminare, ad un'altra Parte le informazioni di cui è a conoscenza nelle seguenti situazioni:

a. la prima Parte ha motivo di supporre che esistono nell'altra Parte riduzioni o esoneri anomali d'imposta.

b. un contribuente ottiene nella prima Parte una riduzione o esonero da imposta che comporterebbe per quanto lo riguarda un aumento d'imposta o un assoggettamento a imposta nell'altra Parte;

c. le transazioni fra un contribuente di una Parte ed un contribuente di un'altra Parte sono trattate tramite uno o più altri paesi, in modo tale che ne può risultare una riduzione d'imposta nell'uno o nell'altro paese o in entrambi;

d. una Parte ha motivo di ritenere che una riduzione d'imposta può risultare da trasferimenti fittizi di proventi nell'ambito di gruppi d'imprese;

e. a seguito d'informazioni comunicate ad una Parte da un'altra Parte, la prima Parte ha potuto raccogliere informazioni utili per la determinazione dell'imposta nell'altra Parte.

2. Ciascuna Parte prende i provvedimenti ed attua le procedure necessarie affinché le pervengano le informazioni di cui al paragrafo 1 in vista della loro trasmissione ad un'altra Parte.

Articolo 8

Controlli fiscali contestuali

1. Su richiesta di una parte tra di loro, due o più Parti si consultano per determinare i casi che devono essere oggetto di un controllo fiscale contestuale nonché le procedure da seguire. Ciascuna Parte decide se partecipare o meno , in un determinato caso, ad un controllo fiscale contestuale.

2. Ai fini della presente Convenzione, per controllo fiscale contestuale s'intende un controllo intrapreso ai sensi di un accordo con il quale due o più Parti convengono di verificare contestualmente, ciascuna sul proprio territorio, la situazione fiscale di una o più persone con cui hanno interessi comuni o complementari, al fine di scambiare le informazioni così ottenute.

Articolo 9

Controlli fiscali all'estero

1. Su richiesta dell'autorità competente dello Stato richiedente, l'autorità competente dello Stato richiesto può autorizzare rappresentanti dell'autorità competente dello Stato richiedente ad assistere alla fase pertinente di un controllo fiscale nello Stato richiesto.

2. Se la domanda è accettata, l'autorità competente dello Stato richiesto fa sapere al più presto all'autorità competente dello Stato richiedente la data ed il luogo del controllo, l'autorità o il funzionario incaricato di detto controllo, nonché le procedure e condizioni stabilite dallo Stato richiesto per la conduzione del controllo. Ogni decisione relativa alla condizione del controllo fiscale viene adottata dallo Stato richiesto.

3. Una Parte può informare uno dei Depositari del suo intento di non accettare, in linea di massima, le richieste di cui al paragrafo 1. Questa dichiarazione può essere fatta o ritirata in qualsiasi momento

Articolo 10

Informazioni contraddittorie

Se una Parte riceve da un'altra Parte informazioni sulla situazione fiscale di una persona che le sembrano in contrasto con quelle di cui dispone, essa ne avvisa la Parte che ha fornito le informazioni.

Sezione II

Assistenza in vista del recupero

Articolo 11

Recupero di crediti fiscali

1. Su richiesta dello Stato richiedente, lo Stato richiesto procede, fatte salve le norme degli Articoli 14 e 15, al recupero dei crediti fiscali del primo Stato, come se si trattasse dei propri crediti fiscali.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano unicamente ai crediti fiscali oggetto di un titolo che consente di ottenerne il recupero nello Stato richiedente e che, salvo se le Parti interessate abbiano convenuto diversamente, non sono contestati.

Tuttavia, se il credito concerne una persona che non ha qualità di residente nello Stato richiedente, il paragrafo 1 si applica solo quando il credito non può più essere contestato, a meno che le Parti interessate non abbiano deciso diversamente.

3. L'obbligo di fornire assistenza ai fini del recupero dei crediti fiscali concernenti una persona deceduta o la sua successione, è limitata al valore della successione o dei beni ricevuti da ciascuno dei beneficiari della successione , a seconda se il credito deve essere ricuperato sulla successione o presso i beneficiari di quest'ultima.

Articolo 12

Misure conservatorie

Su richiesta dello Stato richiedente , lo Stato richiesto prende provvedimenti conservatori in vista del recupero di un ammontare d'imposta, anche se il credito è contestato o se il titolo esecutivo non è ancora stato emanato.

Articolo 13

Documenti di accompagnamento della domanda

1. La domanda di assistenza amministrativa, presentata in forza della presente Sezione è accompagnata :

a. da un attestato che precisa che il credito fiscale concerne un'imposta prevista nella presente Convenzione e che , per quanto riguarda il recupero, fatto salvo l'articolo 11, paragrafo 2, essa non è o non può essere contestata,

b. da una copia ufficiale del titolo che consente l'esecuzione nello Stato richiedente e

c. da ogni altro documento stabilito per il ricupero o per adottare le misure conservatorie-.

2. Il titolo che consente l'esecuzione nello Stato richiedente è, se del caso, ed in conformità alle norme in vigore nello Stato richiesto, ammesso, omologato, completato o sostituito al più presto, dopo la data di ricevimento della richiesta di assistenza, da un titolo che consente l'esecuzione nello Stato richiesto.

Articolo 14

Termini

1. Le questioni relative al termine oltre il quale il credito fiscale non può essere esatto, sono regolamentate dalla legislazione dello Stato richiedente.La richiesta di assistenza contiene informazioni su questo termine.

2. Gli atti di recupero compiuti dallo Stato richiesto a seguito di una domanda di assistenza e che, secondo la legislazione di detto Stato avrebbero come effetto di sospendere o interrompere il termine menzionato al paragrafo 1, hanno lo stesso effetto per quanto riguarda la legislazione dello Stato richiedente. Lo Stato richiesto informa lo Stato richiedente degli atti in tal modo compiuti.

3. In ogni caso lo Stato richiesto non è tenuto a dar seguito ad una domanda di assistenza presentata dopo un periodo di 15 anni a decorrere dalla data del titolo esecutivo iniziale.

Articolo 15

Privilegi

Il credito fiscale per il cui recupero viene concessa l'assistenza, non gode nello Stato richiesto di alcuno dei privilegi inerenti ai crediti fiscali di detto Stato, anche se la procedura di recupero utilizzata è quella che detto Stato applica ai propri crediti fiscali.

Articolo 16

Termini di pagamento

Se la sua legislazione o prassi amministrativa lo consente in circostanze analoghe, lo Stato richiesto può consentire un termine di pagamento o un pagamento scaglionato, ma deve informarne preliminarmente lo Stato ricorrente.

Sezione III

Notifica di documenti

Articolo 17

Notifica di documenti

1. Su richiesta dello Stato richiedente, lo Stato richiesto notifica al destinatario i documenti, ivi compresi quelli relativi a decisioni giudiziarie, emanati dallo Stato richiedente e concernenti un'imposta menzionata nella presente Convenzione.

2. Lo Stato richiesto procede alla notifica:

   a. secondo le forme stabilite dalla sua legislazione interna per la notifica di documenti di natura identica o analoga;

   b. per quanto possibile, secondo la particolare forma stabilita dallo Stato richiedente, o la forma più affine prevista dalla sua legislazione interna.

3. Una Parte può far notificare direttamente per posta un documento ad una persona che si trova sul territorio di un'altra Parte.

4. Nessuna norma della presente Convenzione può avere come effetto quello d'inficiare la validità di una notifica di documenti effettuata da una Parte ai sensi della sua legislazione.

5. Quando un documento è notificato ai sensi del presente Articolo, non è necessaria la sua traduzione. Tuttavia, qualora risulti che il destinatario non conosce la lingua in cui il documento è redatto, lo Stato richiesto ne fa effettuare una traduzione o redigere un sunto nella sua lingua ufficiale o in una delle sue lingue ufficiali Esso può inoltre chiedere allo Stato richiedente che il documento sia tradotto o accompagnato da un sunto in una delle lingue ufficiali dello Stato richiesto, del Consiglio d'Europa o dell'OCSE.

CAPITOLO IV

DISPOSIZIONI COMUNI ALLE VARIE FORME DI ASSISTENZA

Articolo 18

Informazioni che lo Stato richiedente deve fornire

1. La domanda di assistenza precisa, come opportuno :

a. l'autorità o il servizio da cui ha origine la domanda presentata dall'autorità competente ;

b. il nome, l'indirizzo e tutti gli altri dettagli che permettono d'identificare la persona riguardo alla quale la domanda è presentata;

c. nel caso di una richiesta di informazioni, la forma in cui lo Stato richiedente auspica ricevere le informazioni in corrispondenza con le sue esigenze;

d. nel caso di una domanda di assistenza a fini di recupero o di misure conservatorie, la natura del credito fiscale, gli elementi costitutivi di tale credito ed i beni sui quali può essere recuperato;

e. nel caso di una domanda di notifica, la natura e l'oggetto del documento da notificare.

f. se la domanda è conforme alla legislazione ed alla prassi amministrativa dello Stato richiedente e se è giustificata rispetto all'Articolo 19.

2. Lo Stato richiedente comunica allo Stato richiesto, non appena ne ha conoscenza, tutte le altre informazioni relative alla richiesta di assistenza.

Articolo 19

Possibilità di declinare una domanda

Lo Stato richiesto non è tenuto a dar seguito ad una domanda se lo Stato richiedente non ha esaurito tutti i mezzi di cui dispone sul suo territorio, a meno che la loro utilizzazione non dia luogo a difficoltà sproporzionate .

Articolo 20

Seguito dato alla domanda di assistenza

1. Se viene dato seguito alla domanda di assistenza, lo Stato richiesto informa al più presto lo Stato richiedente circa i provvedimenti adottati ed il risultato della sua assistenza.

2. Se la domanda è respinta, lo Stato richiesto ne informa lo Stato richiedente al più presto, indicandogli i motivi del rigetto.

3. Se, nel caso di una richiesta d'informazioni, lo Stato richiedente ha precisato la forma in cui auspica ricevere l'informazione e lo Stato richiesto è in grado di farlo, quest'ultimo fornirà l'informazione nella forma desiderata.

Articolo 21

Protezione delle persone e limiti dell'obbligo di assistenza

1. Nessuna norma della presente Convenzione può essere interpretata nel senso di limitare i diritti e le garanzie concesse alle persone dalla legislazione o dalla prassi amministrativa dello Stato richiesto.

2. Salvo per quanto concerne l'articolo 14, le norme della presente Convenzione non possono essere interpretate nel senso di imporre allo Stato richiesto l'obbligo:

a. di prendere provvedimenti in deroga alla propria legislazione o prassi amministrativa o alla legislazione o prassi amministrativa dello Stato richiedente;

b. di prendere misure che ritiene in contrasto con l'ordine pubblico o con i suoi interessi essenziali;

c. di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla sua legislazione o prassi amministrativa o alla legislazione o prassi amministrativa dello Stato richiedente;

d. di fornire informazioni rivelanti un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale, o informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico o ai suoi interessi essenziali;

e. di concedere assistenza, se, e nella misura in cui ritiene che l'imposizione dello Stato richiedente è contraria ai principi di tassazione generalmente ammessi o alle norme di una convenzione volta ad evitare la doppia imposizione o ogni altra convenzione conclusa con lo Stato richiedente;

f. di concedere assistenza, quando l'applicazione della presente Convenzione potrebbe dar luogo ad una discriminazione fra lo Stato richiesto ed i cittadini dello Stato ricorrente che si trovano nella stessa situazione.

Articolo 22

Segreto

1. Le informazioni ottenute da una Parte in applicazione della presente Convenzione devono essere trattate come segreti allo stesso modo delle informazioni ottenute in applicazione della legislazione di detta Parte, o in base alle condizioni relative al segreto, esistenti nella Parte che le ha fornite, quando tali condizioni sono più restrittive.

2. Queste informazioni, in ogni caso, sono comunicate solo alle persone o autorità (compresi i tribunali e gli organi amministrativi o di sorveglianza) implicate nella determinazione, riscossione o recupero delle imposte di tale Parte, in procedure o procedimenti penali relativi a tali imposte , o in decisioni su ricorsi attinenti a tali imposte. Solo tali persone e autorità possono fare uso di queste informazioni, e ciò unicamente ai fini sopra indicati. Esse possono, nonostante le disposizioni del paragrafo 1, rivelare il contenuto di tali informazioni in udienze pubbliche di tribunali o in processi relativi a tali imposte, fatta salva l'autorizzazione preliminare dell'autorità competente della Parte che ha fornito le informazioni; tuttavia due o più Parti possono di comune accordo rinunciare al presupposto dell'autorizzazione preliminare.

3. Quando una Parte ha formulato una riserva prevista all'Articolo 30, paragrafo 1, capoverso (a) · ogni parte che ottiene informazioni dalla prima Parte non può utilizzarle per un'imposta inclusa in una categoria che è stata oggetto di riserva. Allo stesso modo, la Parte

che ha formulato la riserva non può utilizzare, per un'imposta inclusa nella categoria oggetto di riserva, le informazioni ottenute in forza della presente Convenzione.

4. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1,2 e 3, le informazioni ottenute da una Parte possono essere utilizzate per altri fini quando l'uso di tali informazioni a tali fini è possibile secondo la legislazione della Parte che fornisce le informazioni, e l'autorità competente di questa Parte consente a detta utilizzazione. Le informazioni fornite da una Parte ad un'altra Parte possono essere trasmesse da quest'ultima ad una terza parte, fatta salva l'autorizzazione preliminare dell'autorità competente della prima Parte.

Articolo 23

Procedure

1. Le azioni legali relative a misure adottate in forza della presente Convenzione dallo Stato richiesto devono essere intentate esclusivamente dinanzi l'istanza appropriata di detto Stato.

2. Le azioni legali relative a misure adottate dallo Stato richiedente in forza della presente Convenzione, in particolare quelle che, in materia di recupero, concernono l'esistenza o l'ammontare del credito fiscale o lo strumento che consente di opporsi alla relativa esecuzione , sono intentate esclusivamente dinanzi all'istanza appropriata di detto Stato. Qualora tale azione legale venga intentata, lo Stato richiedente ne informa immediatamente lo Stato richiesto e quest'ultimo sospende la procedura in attesa della decisione dell'organo adito. Quest'ultimo Stato tuttavia, se è richiesto in tal senso dallo Stato richiedente, adotta misure conservatorie in vista del recupero. Inoltre, lo Stato richiesto può anche essere informato di tale azione da qualunque persona interessata; nel momento in cui riceve l'informazione esso consulta se del caso, lo Stato richiedente al riguardo.

3. Non appena è stata pronunciata una decisione definitiva riguardo all'azione legale intentata, lo Stato richiesto, o, a seconda dei casi, lo Stato richiedente, notifica all'altro Stato la decisione adottata ed i suoi effetti sulla richiesta di assistenza.

CAPITOLO V

DISPOSIZIONI SPECIALI

Articolo 24

Attuazione della Convenzione

1. Le Parti comunicano tra di loro ai fini dell'attuazione della presente Convenzione, tramite le loro rispettive autorità competenti; queste ultime possono a tal fine comunicare direttamente tra di loro ed autorizzare autorità subordinate ad agire per loro conto.Le autorità competenti di due o più Parti possono stabilire di comune accordo le modalità di applicazione della Convenzione per quel che le riguarda.

2. Quando lo Stato richiesto ritiene che l'applicazione della presente Convenzione in un particolare caso potrebbe avere conseguenze gravi ed indesiderabili, le autorità competenti dello Stato richiesto e dello Stato richiedente si consultano e si sforzano di risolvere la situazione per mezzo di accordo reciproco.

3. Un organo di coordinamento composto da rappresentanti delle autorità competenti delle Parti vigila, sotto l'egida dell'OCSE, sull'attuazione della Convenzione e sui suoi sviluppi. A tal fine, esso raccomanda ogni misura suscettibile di contribuire alla realizzazione degli obiettivi generali della Convenzione. In particolare esso costituisce l'istanza per lo studio di nuovi metodi

e procedure volte ad accrescere la cooperazione internazionale in materia fiscale, e, se del caso, raccomanda di rivedere la Convenzione o di apportarvi emendamenti. Gli Stati che hanno firmato la Convenzione , ma non l'hanno ancora ratificata, accettata o approvata, potranno farsi rappresentare alle riunioni dell'organo di coordinamento a titolo di osservatore.

4. Ogni Parte può invitare l'organo di coordinamento ad emanare un parere per quanto riguarda l'interpretazione delle norme della Convenzione.

5. Qualora sorgano difficoltà o dubbi fra due o più Parti per quanto riguarda l'attuazione o l'interpretazione della Convenzione, le autorità competenti di tali Parti si sforzano di risolvere la questione in via amichevole- La decisione è comunicata all'organo di coordinamento .

6. Il Segretario generale dell'OCSE trasmette alle Parti, nonché agli Stati firmatari della Convenzione che non l'hanno ancora ratificata, accettata o approvata, i pareri espressi dall'organo di coordinamento ai sensi delle norme del paragrafo 4 di cui sopra, nonché le transazioni cui si è addivenuti ai sensi del paragrafo 5 precedente .

Articolo 25

Lingue

Le domande di assistenza, nonché le risposte, sono redatte in una delle lingue ufficiali dell'OCSE o del Consiglio d'Europa o in ogni altra lingua che le Parti interessate convengono, a livello bilaterale, di utilizzare.

Articolo 26

Spese

Salvo se le Parti interessate convengono diversamente per via bilaterale:

a. le spese ordinarie stanziate per fornire l'assistenza sono a carico dello Stato richiesto;

b. le spese straordinarie stanziate per l'assistenza sono a carico dello Stato richiedente.

CAPITOLO VI

Disposizioni finali

Articolo 27

Altri accordi ed intese internazionali

1. Le possibilità di assistenza previste dalla presente Convenzione non si limiteranno, né saranno limitate da quelle che derivano da qualsiasi accordo internazionale ed altre intese esistenti o che potrebbero esistere fra le Parti interessate, o da altri strumenti relativi alla cooperazione in materia fiscale.

2. In deroga alle disposizioni della presente Convenzione, le Parti membri della Comunità Economica Europea, applicano nelle loro reciproche relazioni le regole comuni in vigore in tale Comunità.

Articolo 28

Firma ed entrata in vigore della Convenzione

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa e dei paesi Membri dell'OCSE. Essa sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso uno dei Depositari.

2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data in cui cinque Stati avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione, conformemente alle disposizioni del paragrafo 1.

3. Per ogni Stato membro del Consiglio d'Europa o paese membro dell'OCSE che esprima in seguito il suo consenso ad essere vincolato dalla Convenzione, quest'ultima entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 29

Applicazione territoriale della Convenzione

1. Al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, ciascuno Stato può designare il territorio o i territori cui si applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può, in qualsiasi altro successivo momento, mediante una dichiarazione indirizzata ad uno dei Depositari, estendere l'applicazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio designato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di detto territorio, il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di ricezione della dichiarazione da parte del Depositario.

3. Ogni dichiarazione effettuata ai sensi di uno dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata , per quanto concerne qualsiasi territorio designato in detta dichiarazione, per mezzo di una notifica indirizzata ad uno dei Depositari. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Depositario.

Articolo 30

Riserve

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, dichiarare che si riserva il diritto:

a. di non concedere qualsivoglia forma di assistenza per le imposte delle altri Parti che rientrano in una qualsiasi delle categorie enumerate all'Articolo 2, paragrafo 1, capoverso (b), a patto che tale Parte non abbia incluso nell'Annesso A della Convenzione nessuna delle sue proprie imposte che rientrano in questa categoria;

b. di non concedere assistenza in materia di recupero di crediti fiscali o di recupero di multe amministrative sia per tutte le imposte, sia unicamente per le imposte appartenenti ad una o più categorie enumerate all'Articolo 2, paragrafo 1;

c. di non concedere assistenza in relazione a crediti fiscali già esistenti alla data di entrata in vigore della Convenzione per questo Stato, oppure, se una riserva è già stata formulata in forza del capoverso (a) o (b) di cui sopra, alla data del ritiro di tale riserva relativamente alle imposte della categoria in questione;

d. di non concedere assistenza in materia di notifica di documenti, sia per tutte le imposte, sia unicamente per le imposte di una o più delle categorie enumerate all'Articolo 2, paragrafo 1;

e. di non accettare le notifiche a mezzo posta previste all'Articolo 17, paragrafo 3.

2. Nessuna altra riserva è ammessa.

3. Ogni Parte può, dopo l'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti, formulare una o più delle riserve di cui al paragrafo 1, di cui non si era avvalsa al momento della ratifica, accettazione o approvazione. Tali riserve entreranno in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricezione della riserva da parte di uno dei Depositari.

4. Ogni Parte che ha formulato una riserva ai sensi dei paragrafi 1 e 3, può ritirarla in tutto o in parte indirizzando una notifica ad uno dei Depositari. Il ritiro avrà effetto alla data di ricezione della notifica da parte del Depositario.

5. La Parte che ha formulato una riserva relativamente ad una norma della presente Convenzione non può esigere da un'altra Parte l'applicazione di detta norma; tuttavia, se la riserva è parziale, essa può pretendere che tale disposizione sia applicata nella misura in cui essa l'ha accettata.

Articolo 31

Denuncia

1. Ogni Parte può, in qualsiasi momento, denunciare la presente Convenzione indirizzando una notifica ad uno dei Depositari.
2. La denuncia avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Depositario.
3. La Parte che denuncia la presente Convenzione rimane vincolata dall'Articolo 22 fintanto che conserva in suo possesso informazioni, documenti o altre notizie ottenute in applicazione della Convenzione.

Articolo 32

Depositari e loro funzioni

1. Il Depositario presso il quale sarà compiuto un atto, una notifica o una comunicazione, notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa ed ai paesi membri dell'OCSE:

a. ciascuna firma;

b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;

c. ciascuna data di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente alle disposizioni degli Articoli 28 e 29;

d. ogni dichiarazione formulata in applicazione delle disposizioni dell'Articolo 4, paragrafo 3 o dell'Articolo 9, paragrafo 3 ed il ritiro di tali dichiarazioni;

e. ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni dell'Articolo 30 ed il ritiro di ogni riserva fatta in applicazione delle disposizioni dell'Articolo 30, par. 4;

f. ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'Articolo 2, paragrafi 3 o 4, dell'Articolo 3, par. 3, dell'Articolo 29 o dell'Articolo 31, paragrafo 1;

g. ogni altro atto, notifica o comunicazione attinente alla presente Convenzione.

2. Il Depositario che riceve una comunicazione o che effettua una notifica conformemente al paragrafo 1, ne informa immediatamente l'altro Depositario.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Strasburgo, il 25 gennaio 1988, in inglese e francese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in due esemplari di cui uno sarà depositato nell'archivio del Consiglio d'Europa e l'altro nell'archivio dell'OCSE. I Segretari Generali del Consiglio d'Europa e dell'OCSE ne trasmetteranno copia autenticata a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa e dei Paesi membri dell'OCSE.

D'ORDINE DEL MINISTRO
Il Capo dell'Ufficio Legislativo
Cons. di Stato Paolo Maria Napolitano

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2060):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Frattini) il 4 marzo 2003.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 maggio 2003, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª e 11ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 30 settembre 2003 e l'11 febbraio 2004.
Esaminato in aula e approvato il 20 aprile 2004.

Camera dei deputati (atto n. 4911):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 28 aprile 2004, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, XI e XIV.
Esaminato dalla III commissione il 4 maggio 2004; 15 luglio 2004; 24 settembre 2004.
Esaminato in aula il 24 gennaio 2005 e approvato il 27 gennaio 2005.

05G0039

AUGUSTA IANNINI, *direttore* Francesco Nocita, *redattore*

(G502004/1) Roma, 2005 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

€ 2,00